

N° DP 24/154

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'IFREMER DANS LE CADRE DE L'ACTION DYSCOTEC SUR LES ECHANTILLONS RELEVANT DE LA ZONE DU CONTRAT DE BAIE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération 23/03/063 du bureau métropolitain du 23 mars 2023 entérinant l'engagement de la Métropole TPM en tant que structure porteuse de la démarche de Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or (2023-2027) et en tant que Maître d'Ouvrage d'actions du Contrat,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté interpréfectoral du 8 avril 2016 portant approbation du programme de mesures du plan d'actions pour le milieu marin de la sous-région marine « Méditerranée occidentale »,

VU l'arrêté du Préfet coordonnateur de Bassin du 21 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée pour la période 2022-2027,

VU la Directive Européenne n°2000/60/CE du 23 octobre 2000, dite « Directive Cadre sur l'Eau »,

VU la Directive Européenne n°2008/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin, dite « Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin »,

VU les compétences de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et plus particulièrement sa compétence « contrats de baie »,

VU la signature du nouveau Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or [2023-2027] le 22 juin 2023 qui engage 62 signataires dont la Métropole TPM et l'IFREMER,

VU le courrier en date du 10 novembre 2023 du Président du Comité de Baie au Directeur Général par intérim de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lui demandant la possibilité d'intégrer les stations RINBIORADE 2024 dans la campagne SUCHIMED 2024,

VU le courrier du 16 novembre 2023 de l'IFREMER sollicitant une aide financière de la Métropole TPM dans le cadre de l'action DYSCOTEC,

VU le courrier de réponse de l'Agence de l'Eau RMC en date du 28 novembre 2023 donnant son accord pour la prise en charge des stations RINBIORADE 2024,

VU le projet de convention joint,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est la structure porteuse et animatrice du Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or (ci-après nommé Contrat de baie) et est également maître d'ouvrage du Contrat,

CONSIDERANT que la Métropole TPM s'est engagée, dans la programmation du nouveau Contrat de Baie, à mener en 2024 une campagne de suivi de la qualité chimique des masses d'eau côtières, appelée « campagne RINBIORADE 2024 » (fiche action N°1),

CONSIDERANT que l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a accepté d'intégrer, à ses frais, les stations RINBIORADE 2024 dans sa campagne SUCHIMED 2024 déployée à l'échelle de la façade méditerranéenne (achat et installation des dispositifs, analyses des contaminants chimiques et interprétation globale des résultats au regard des autres stations SUCHIMED),

CONSIDERANT que la thèse DYSCOTEC, sur les contaminants émergents, est une action inscrite à la programmation (2023-2027) du nouveau Contrat de Baie, sous maîtrise d'ouvrage de l'IFREMER,

CONSIDERANT que les opérations RINBIORADE 2024 et DYSCOTEC contribuent, dans l'intérêt public, à l'amélioration de la contamination chimique des masses d'eau côtières du Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or et que les données produites seront également publiques,

CONSIDERANT que l'IFREMER est intéressé pour exploiter les échantillons des stations RINBIORADE 2024 de façon à avoir plus de données à analyser dans le cadre de la thèse DYSCOTEC,

CONSIDERANT que cette analyse des échantillons RINBIORADE 2024 et l'interprétation qui en sera faite permettront d'améliorer la connaissance de la contamination par les TCE sur le territoire du Contrat de baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or et que cette information intéresse le Comité de Baie,

CONSIDERANT que le surcoût de ces analyses dans le cadre de la thèse DYSCOTEC s'élève à 640 € TTC par station supplémentaire, soit 7 040€ TTC pour les 11 stations RINBIORADE 2024,

CONSIDERANT que l'IFREMER dispose d'une bibliothèque d'échantillons au Centre Méditerranée situé à la Seyne-sur-Mer et qu'il pourra y stocker les échantillons de moules éventuellement restants à l'issue de toutes les analyses (SUCHIMED et DYSCOTEC),

CONSIDERANT que le stockage de ces échantillons permettra à MTPM et au Comité de Baie de conserver des échantillons en vue de réaliser, si besoin ultérieurement, de nouvelles analyses pour rechercher de nouveaux contaminants,

CONSIDERANT la convention ci-annexée, précisant notamment les modalités de stockage et d'accès aux échantillons restants,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER une subvention de 7 040 Euros (sept mille quarante euros) à l'IFREMER dans le cadre de l'action DYSCOTEC permettant la réalisation d'analyse de contaminants émergents sur les 11 stations RINBIORADE et l'accès à leurs résultats.

ARTICLE 3

DE DEMANDER à l'IFREMER le stockage et la conservation des échantillons de moules restants à l'issue des analyses, au sein de leur bibliothèque d'échantillons située au Centre Méditerranée de La Seyne-sur-Mer, selon les modalités décrites dans la convention ci-annexée.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la convention ci-annexée et tout document afférent à ce dossier.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget principal de l'exercice 2024, opération 23514, article 657364.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



**CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'IFREMER
POUR LA REALISATION D'ANALYSES DE CONTAMINANTS EMERGENTS DANS LE CADRE
DE LA THESE DYSCOTEC ET DEFINITION DES MODALITES DE STOCKAGE DES
ECHANTILLONS RINBIORADE 2024 PAR IFREMER**

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ET

IFREMER

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (Métropole TPM), située 107 boulevard Henri FABRE - 83041 TOULON cedex 09, représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la délibération n° 23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023, et désignée ci-après par « La Métropole TPM »,

d'une part,

et

L'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER (IFREMER), Centre Méditerranée situé Zone Portuaire de Brégaillon, CS 20330 - 83507 La Seyne-sur-Mer, représenté par son Directeur Monsieur Vincent RIGAUD, dûment habilité à cet effet, et désigné ci-après par « L'IFREMER ».

d'autre part,

La Métropole TPM et l'IFREMER sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la ou les « partie(s) ».

ARTICLE 1^{er} - EXPOSE DES MOTIFS

Le nouveau Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or a été signé par 62 partenaires le 22 juin 2023 pour une durée de 5 ans [2023-2027]. En tout, 40 Maîtres d'Ouvrage se sont mobilisés dans cette programmation ambitieuse et d'intérêt général, visant à améliorer la qualité des eaux et fonctionnement naturel des écosystèmes aquatiques. La Métropole TPM et l'IFREMER se sont plus particulièrement proposés à mener deux actions visant à améliorer les connaissances sur les niveaux de la contamination chimique des masses d'eau littorales de notre territoire.

La Métropole TPM s'est engagée à réaliser en 2024 une nouvelle opération de suivi environnemental « RINBIORADE » à l'échelle de la zone marine du Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or. Ce type de suivi a déjà été réalisé en 2007 à l'échelle du Contrat de Baie de la Rade de Toulon et étendu en 2018 à l'échelle du Contrat de Baie des Îles d'Or.

Cette étude est basée sur l'utilisation de moules, coquillages bivalves qui ont la spécificité de filtrer l'eau de mer et d'intégrer dans leur chair un grand nombre de polluants. Des poches de moules sont ainsi immergées sur différentes stations en mer, pendant 3 mois entre mars et juillet, puis des analyses sont effectuées sur la chair de moule afin d'en déduire les niveaux de contamination chimique des eaux.

Ce réseau sera constitué en 2024 de 11 stations réparties stratégiquement à l'échelle des masses d'eau du Contrat de baie. Ces stations seront complémentaires au suivi mis place dans le cadre de la campagne SUCHIMED commanditée et financé par l'AERMC et mis en Œuvre par IFREMER.

MTPM a présenté sa stratégie de suivi RINBIORADE 2024 à l'AERMC et a demandé si ces stations pouvaient être prises en charge par L'AERMC dans sa campagne SUCHIMED. L'AERMC a répondu favorablement à cette demande. Cette prise en charge par un seul et unique opérateur de l'intégralité des stations déployées sur le territoire du Contrat de baie permettra de garantir la parfaite comparabilité de ces stations entre elles mais aussi avec celles déployées à l'échelle de la façade Méditerranéenne

Ce réseau de stations permettra de quantifier la contamination chimique des polluants classiques habituellement recherchés et d'identifier ceux d'entre eux dont les taux sont supérieurs aux normes en vigueur ou significativement supérieurs aux taux observés sur les autres stations RINBIORADE et ou méditerranéenne réalisées lors de la même opération.

Ces résultats publics, devront servir de signal d'alerte aux collectivités et à tous les acteurs concernés du territoire pour qu'ils puissent mettre en œuvre, en réponse dans le Contrat de Baie, des actions pour réduire les sources de ces contaminations.

Cette campagne de suivi est inscrite dans la phase 1 du Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or sous la fiche-action n°1.

L'IFREMER doit mettre en œuvre en 2024 une nouvelle opération RINBIO à l'échelle de la façade méditerranéenne. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la campagne SUCHIMED de l'AERMC et vise à répondre aux objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE). 4 des stations RINBIO seront déployées dans les masses d'eau côtières du Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or.

Des échantillons de moules de cette opération seront également utilisés dans le cadre de la thèse DYSCOTEC (2023-2025). Cette thèse est confiée à la doctorante Mme Chloé JARIEL et est sous maîtrise d'ouvrage d'IFREMER.

Cette thèse fait l'objet de la fiche action N°48 du Contrat de Baie. Le montant prévisionnel est de 40 000 €. L'IFREMER perçoit par ailleurs un financement de l'Institut Océan (Aix-Marseille Université) et de la Région PACA pour la prise en charge du salaire du doctorant intervenant sur ce travail. Les 40 000 euros correspondent donc aux frais de fonctionnement (dont échantillonnage et analyses) nécessaires au projet.

Ce projet innovant vise à étudier la dynamique et le comportement biogéochimique de certains contaminants émergents, les TCE (Technology Critical Elements), au sein des écosystèmes littoraux méditerranéens.

Dans le cadre de ce travail de recherche, plusieurs prélèvements seront effectués, à la fois dans l'eau (échantillonneurs passifs DGT), les sédiments et la matière vivante, en particulier dans les moules, utilisées pour leur rôle de bioaccumulation. A travers cette étude, l'objectif visé est donc de répondre aux questions suivantes : quels sont les éléments rencontrés, dans quels compartiments et à quels niveaux, d'où viennent-ils et comment se comportent-ils ? Présentent-ils un risque pour le milieu marin et faut-il les intégrer aux programmes de surveillance de la qualité chimique du milieu marin ?

Les travaux de Mme JARIEL s'appuieront sur 45 stations, issues des échantillons (sédiments, échantillonneurs passifs et mollusques bivalves) collectés dans le cadre de la campagne SUCHIMED 2024 de l'AERMC. Ces 45 échantillons seront plus précisément issus des stations de suivi des zones ateliers prioritaires (Baie de Toulon-Hyères et Baie de Marseille) Les 4 stations de l'opération RINBIO du territoire du Contrat de Baie permettront donc de fournir des échantillons de chair de moule à analyser dans le cadre de la thèse.

Les opérations RINBIOGRADE, RINBIO et la thèse DYSCOTEC seront donc réalisées :

- lors une même période,
- en partie sur le même territoire,
- avec le même but d'amélioration de la connaissance de la contamination chimique des masses d'eau côtière et de mise à disposition libre et gratuite des données produites,
- avec un même objectif final d'optimisation des actions d'amélioration de la qualité des eaux et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques terrestres et marins et ce dans l'intérêt commun.

Suite à l'accord obtenu par MTPM pour une prise en charge totale des 11 stations RINBIOGRADE par l'AERMC, IFREMER a sollicité auprès de MTPM l'accord pour exploiter les échantillons de moules de ces stations pour réaliser les analyses des contaminants émergents (TCE) de façon à acquérir plus de données à exploiter pour la thèse DYSCOTEC. L'IFREMER demande également un soutien financier de la part de MTPM pour réaliser ces analyses qui permettront d'améliorer la connaissance de la contamination par les TCE de ce territoire

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer :

- Les modalités de conservation des échantillons RINBIOGRADE 2024 restants, après analyse, des 11 stations,
- Les modalités d'accès pour IFREMER à ces échantillons restants pour réaliser les analyses des contaminants émergents (TCE) et interpréter dans le cadre de la thèse ces résultats,
- Les modalités de la participation financière de la Métropole TPM pour la réalisation des analyses supplémentaires de TCE pour ces 11 stations non prévues initialement dans le projet DYSCOTEC.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

Article 4.1 : Engagements de la Métropole TPM

La Métropole TPM s'engage à :

- ☞ Autoriser IFREMER à utiliser les échantillons de moules des 11 stations RINBIORADE pour réaliser des analyses sur les contaminants émergents (TCE) dans le cadre de la thèse DYSCOTEC après qu'une partie de chacun de ces échantillons aient été utilisée pour les analyses RINBIORADE 2024
- ☞ Soutenir financièrement le surcoût pour l'IFREMER de l'analyse des TCE des 11 stations RINBIORADE 2024, non prévues initialement dans le projet DYSCOTEC, et s'élevant à un montant prévisionnel global de 7 040 € TTC.

Nature des dépenses	Montant prévisionnel TTC
Analyse des TCE dans les échantillons de moules RINBIORADE et interprétation des résultats	7 040 € TTC €
Total	7 040 €TTC

Article 4.2 : Engagements de l'IFREMER

L'IFREMER s'engage à :

- ☞ Conserver dans une collection d'échantillons les reliquats d'échantillons des 11 stations RINBIORADE 2024 en suivant les mêmes modalités que pour les échantillons RINBIO afin de permettre leur utilisation ultérieure pour la recherche de nouveaux contaminants (voir précisions Article 6).
- ☞ Mettre à disposition de la Métropole TPM les résultats et l'interprétation des résultats issus des travaux DYSCOTEC pour l'ensemble des échantillons relevant de la zone du Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or.

ARTICLE 5 – MODALITES DE FINANCEMENT

Afin de permettre la réalisation du projet DYSCOTEC, la Métropole TPM s'engage à soutenir financièrement l'IFREMER à hauteur de 7 040 € TTC, pour que les échantillons des stations RINBIORADE 2024 soient également analysés dans le cadre de la thèse.

Ce financement sera versé de la manière suivante :

- 80 % à la signature de la présente convention, soit 5 632 €TTC.
- Le solde, soit 1 408 € TTC, sur présentation des documents suivants :
 - o Etat récapitulatif des dépenses réalisées,
 - o Tableaux de résultat pour les contaminants,
 - o Rapport de thèse.

Tous ces documents devront être adressés à la Métropole TPM à la fois en format papier et format numérique (PDF recommandé). L'IFREMER s'engage sur la conformité des versions envoyées.

Dans le cas où, après vérification, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant prévu dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera calculé au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'IFREMER.

ARTICLE 6 – LA COLLECTION D'ECHANTILLONS

ARTICLE 6.1 : OBJET DE LA CREATION DE LA COLLECTION D'ECHANTILLONS

La collection d'échantillons RINBIORADE constitue une archive d'échantillons de moules prélevés dans le cadre de l'opération RINBIORADE 2024.

Ces échantillons sont ceux restants pour ces stations après l'achèvement de l'opération RINBIORADE 2024.

Les échantillons sont entreposés avec les objectifs suivants :

- Procéder à d'éventuelles vérifications ou contrôles des résultats de mesures pour des contaminants rémanents,
- Satisfaire à des besoins analytiques nouveaux liés par exemple à des améliorations de techniques d'analyses,
- Rechercher d'éventuels contaminants rémanents non inclus dans les protocoles d'analyses initiaux,
- Permettre le cas échéant, de réaliser des travaux d'étude et de recherche complémentaires, proposés par la communauté scientifique en général et en priorité par le Comité de Baie de la Rade de Toulon

ARTICLE 6.2 : MODALITES DE STOCKAGE

L'ensemble des échantillons seront rassemblés et conditionnés dans un flaconnage adapté pour leur conservation et exploitation. Ceci permet également l'élaboration d'un registre précis des échantillons réalisé lors de l'élaboration de la collection. Les échantillons seront lyophilisés puis conservés à température ambiante sur le site Ifremer de la La Seyne sur Mer.

Cette opération de préparation de la collection d'échantillons est à la charge de l'IFREMER en coordination avec la Métropole TPM.

ARTICLE 6.3 GESTION ET ENTRETIEN DE LA COLLECTION D'ECHANTILLONS

L'IFREMER prend à sa charge l'entretien de la collection d'échantillons RINBIORADE 2024.

IFREMER désignera un référent responsable de laboratoire et communiquera ses coordonnées à MTPM.

ARTICLE 6.4 MODALITES D'ACCES A LA COLLECTION D'ECHANTILLONS

Au quotidien, l'IFREMER assurera la gestion des entrées / sorties des échantillons RINBIORADE 2024 après validation par la Métropole TPM en tant que structure porteuse du Contrat de Baie. Cela fera l'objet de la tenue d'un registre qui pourra être mis à disposition de la Métropole TPM, du Comité de Baie et du Conseil Scientifique du Contrat de Baie.

L'accès aux échantillons est conditionné par la validation préalable du Comité de Baie. Celui-ci étudiera avec l'aide de son Conseil Scientifique les demandes de mise à disposition au cas par cas et accordera, sur la base d'argumentations scientifiques, les autorisations nécessaires. Cet accès est réservé prioritairement aux membres partenaires du projet RINBIORADE 2024 et du projet DYSCOTEC. Toutes autres demandes devront faire l'objet d'une saisie écrite.

Après validation par le Comité de Baie, les échantillons seront mis à disposition du demandeur par le biais d'une fiche à destination de l'IFREMER définissant précisément le besoin réel d'échantillons (type, quantité...).

Lors de la remise des échantillons, un bordereau précisera les échantillons mis à disposition, le mode de conservation adéquat à respecter impérativement, les différentes analyses à réaliser et calendrier prévisionnel pour les résultats et la restitution des échantillons.

Après utilisation, le reliquat d'échantillons sera restitué pour être conservé dans la collection d'échantillons gérée par « l'IFREMER ».

Les frais relatifs au conditionnement et à l'envoi des échantillons seront à la charge du demandeur.

Tous les résultats d'analyses issues de la collection d'échantillons RINBIORADE 2024 devront être communiquées au Comité de Baie, dans un délai convenu lors de la mise à disposition des échantillons afin de ne pas obérer la capacité des équipes à valoriser leurs propres travaux. Les données produites seront donc publiques.

ARTICLE 7 - COMMUNICATION

Les parties s'engagent à ne communiquer que les données de leur propre opération et/ou les données qui ont fait l'objet de publication officielle par l'autre partie.

Pour toute communication ou publication scientifique utilisant la collection d'échantillons RINBIORADE 2024, il sera fait référence à l'opération RINBIORADE 2024 et aux intervenants l'AERMC, IFREMER, MTPM et le Contrat de Baie de la Rade de Toulon et des Îles d'Or.

Une autorisation préalable devra être demandée au Comité de Baie

ARTICLE 8 – DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la notification à l'IFREMER du présent document signé par les deux parties, et restera en vigueur jusqu'à l'exécution de

toutes les tâches attribuées aux parties au titre de la convention et l'apurement complet de tous les comptes.

Les obligations concernant le stockage des échantillons perdureront tant qu'il y aura des échantillons RINBIORADE à analyser et si nécessaire motiveront la réalisation d'un avenant de prolongation à la convention.

En cas de retard constaté dans la réalisation d'un ou plusieurs projets subventionnés, la partie devra en tenir informé l'autre partie par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de non-respect de l'une ou l'autre des parties des obligations réciproques convenues, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 9 – REVERSEMENT DES FINANCEMENTS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE L'IFREMER

En cas de non-respect par l'IFREMER de ses engagements ou d'une partie de ses engagements, celle-ci reversera à la Métropole TPM les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans la présente convention.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les éventuelles modifications, notamment en ce qui concerne la nature des opérations ou le plan de financement, feront l'objet d'une révision de la convention par avenant.

Dans l'éventualité où le projet d'avenant est rejeté par l'une ou l'autre des parties, la convention initiale s'applique sauf à être résiliée conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 11 – TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

Les litiges qui pourraient s'élever dans le cadre de l'exécution de cette opération encadrée par cette présente convention seront soumis au tribunal administratif de Toulon, après épuisement des voies de recours amiables.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

Pour l'IFREMER

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Directeur
Vincent RIGAUD

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

